



CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DU SÉNÉGAL

RAPPORT  
ECONOMIQUE  
ET FINANCIER

20

18



# Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal

**Au 31 décembre 2018**

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

### **Administrateurs**

Monsieur Bassirou FATY, (Etat du Sénégal), **Président du Conseil**

Monsieur Youssoupha DIALLO (MAER)

Monsieur Bamba KA (MEFP)

#### **Banque Ouest Africaine de Développement**

Monsieur Yoro DIAKITE

#### **Union Nationale des Coopératives Agricoles du Sénégal**

Monsieur Sidaty DIAGNE

#### **Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal**

Monsieur Mamadou CISSOKHO

#### **Société de Développement et des Fibres Textiles**

Monsieur Ahmed Bachir DIOP

#### **AMSA Assurances**

Madame Fatou Quinet DIENG

#### **Caisse de Sécurité Sociale**

Monsieur Mamadou Racine SY

#### **Société Nationale de Recouvrement**

Monsieur Babacar Noël MBAYE

### **Observateurs**

#### **Contrôle Financier**

Monsieur Amadou Tidiane DIAW

#### **Délégation à la Réforme de l'Etat et à l'Assistance Technique**

Monsieur Alioune SARR

## DIRECTION

### **Directeur Général**

Monsieur Malick NDIAYE

### **Directeur de l'Audit et de l'Inspection**

Monsieur Baboucar DIOUF

### **Conseiller Technique**

Madame Marie Jeanne Gomis SECK

### **Directeurs**

- Monsieur Mademba THIAM
- Monsieur Abdoulaye NIANG
- Monsieur El Hadj Ousseynou GUEYE
- Monsieur Gilbert NDONG
- Mme Fatma Fall DIEYE
- Monsieur Seydou KEITA
- Monsieur Moussa SENE
- Madame Marième DIOP
- Mme Mame Binta Camara NDIAYE

### **Commissaires aux comptes**

#### **Cabinet GAYE & ASSOCIES**

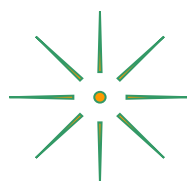
(Immeuble Pyramide villa N° 7 VDN)

#### **Cabinet MARIAME BAH**

*Mesdames, Messieurs les Administrateurs,*

*Nous vous avons réuni en Comité d'Audit pour vous rendre compte de l'activité de la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal durant l'exercice 2018 et soumettre à votre approbation le bilan et le compte de résultat arrêtés au 31 Décembre 2018.*

*Après un bref rappel du contexte international et des caractéristiques dominantes de l'économie nationale nous vous présentons l'activité bancaire et la situation financière. /-*



# SOMMAIRE

<b>I - NOTE DE CONJONCTURE .....</b>	<b>4</b>
<b>II - ACTIVITE BANCAIRE .....</b>	<b>12</b>
2.1. MOBILISATION DES RESSOURCES .....	13
2.1.1. Ressources clientèle.....	14
2.1.2. Ressources sur lignes de crédit extérieures et autres ressources affectées (tableau 4).....	15
2.1.3. Marché Monétaire .....	15
2.2. EMPLOI DES RESSOURCES.....	16
2.2.1. Opérations de crédit.....	16
2.2.1.1. Crédit de campagne (tableau 3).....	16
2.2.1.2. Crédits ordinaires (tableau 3).....	16
2.2.1.3. Comptes ordinaires débiteurs (tableau 2).....	16
2.2.1.5. Créances douteuses et litigieuses (tableau 3) .....	16
2.2.1.6. Encours global.....	16
2.2.2.1. Portefeuille titres.....	23
2.2.2.2. Encaisse et comptes bancaires .....	18
2.2.2.3. Activités de transfert d'argent.....	18
2.2.2.4. Investissements.....	19
<b>3. RAPPORT FINANCIER .....</b>	<b>22</b>
3.1 COMPTE DE RESULTAT (TABLEAUX 1-2-5-6) .....	22
3.1.1 CHARGES.....	22
3.1.1.1 Charges d'exploitation bancaire.....	22
3.1.1.2 Charges générales d'exploitation .....	23
3.1.1.3 Autres charges.....	23
3.1.2 PRODUITS.....	24
3.1.2.1 Produits d'exploitation bancaire .....	24
3.1.2.2 Autres produits.....	25
3.1.3 RESULTATS.....	26
3.2 BILAN (TABLEAUX 3-4) .....	26
3.2.1 ACTIF DU BILAN.....	26
3.2.2 PASSIF DU BILAN .....	26
3.3 RATIOS PRUDENTIELS (TABLEAU 7).....	27

## I - NOTE DE CONJONCTURE

### ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Selon le FMI, la **croissance du PIB mondial** s'établirait à un taux de 3,7%, soit au même niveau qu'en 2017. Cette performance reflète l'accélération de la croissance aux Etats-Unis ainsi que la bonne tenue de l'activité économique dans les grands pays émergents surtout l'Inde et la Chine.

Aux **Etats-Unis**, la croissance se renforcerait en 2018 pour s'établir à 2,9% contre 2,2% en 2017, à la faveur, notamment, de la reprise de l'activité dans l'industrie manufacturière.

En **Zone euro**, la croissance économique s'établirait à 2,0% en 2018, suite à la politique budgétaire légèrement expansionniste et aux conditions financières accommodantes.

En **Inde**, la croissance serait projetée à 7,3% contre 6,7%, un an auparavant tandis que **l'économie chinoise** devrait progresser de 6,6%, soit un ralentissement de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2017.

Quant à **l'Afrique subsaharienne**, la hausse des prix des produits de base renforcerait la reprise de l'activité économique qui affiche un taux de croissance de 3,1% en 2018 contre 2,8%, un an plus tôt. Ce regain s'explique, en partie, par une amélioration de la croissance du Nigéria (+1,9%) grâce à la bonne tenue de la production agricole et une hausse significative de la production minière à la faveur d'un redressement des prix des produits de base.

S'agissant du **commerce mondial**, il se renforcerait de 4,2% en 2018, soit un recul d'un (1) point de pourcentage en raison de la décélération du rythme des échanges des pays émergents et en développement (6,0% en 2018 contre 7,0% en 2017). Le dynamisme du commerce international devrait encore ralentir en 2019 (4,0% 2019 contre 4,2% en 2018), en liaison, principalement, avec les économies des pays avancés.

En ce qui concerne les matières premières, la progression des cours devrait se poursuivre en 2018. Les cours des matières premières hors combustibles s'inscriraient en hausse de 2,7% en 2018 contre un accroissement de 6,8% en 2017. Le cours du baril du pétrole (WTI) ressortirait en hausse de 31,4% pour se situer à 70,23 dollars en 2018. En 2019, les cours du pétrole ainsi que ceux des matières premières hors combustibles devraient se replier respectivement de 0,9% et de 0,7%.

**Les prix à la consommation** sont attendus en hausse de 2,0% en 2018 contre 1,7% un an auparavant dans les pays avancés. De même, dans les économies émergentes et en développement, l'inflation s'établirait à 5,0% en 2018 contre 4,3% en 2017. En 2019, le niveau

général des prix ralentirait dans les pays avancés (+1,9%) contre une accélération dans les économies émergentes et en développement (5,2% contre 5% en 2018).

Quant au **marché financier international**, il serait particulièrement marqué en 2018 par le relèvement des taux de base de la Réserve Fédérale et les conditions financières encore accommodantes de la Banque Centrale Européenne (BCE). La Réserve Fédérale américaine a indiqué une fourchette du taux des fonds fédéraux de 25 points de base en fin juin avec une procédure de deux relèvements supplémentaires en 2018 et trois en 2019. Au niveau de la Zone euro, la BCE a prévu de diminuer ses achats mensuels des actifs, de 30 milliards d'euros à 15 milliards d'euros, et de mettre fin à ce programme en décembre 2018 tout en maintenant ses taux directeurs à leur niveau actuel. Du côté des économies émergentes, plusieurs pays, notamment, les exportateurs de matières premières, ont relevé leurs taux directeurs pour notamment faire face à la dépréciation de leur monnaie et aux anticipations inflationnistes.

## SITUATION DANS L'UEMOA

Au niveau de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine** (UEMOA), l'activité économique devrait enregistrer une croissance de 6,6% comme en 2017. Elle se déroulerait dans un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation de 0,9% contre 0,8% en 2017. En 2018, l'inflation globale dans les pays avancés devrait passer à 2,0% contre 1,7% en 2017 sous l'effet de la hausse des prix des produits de base due à l'affermissement de la demande. Au cours du troisième trimestre 2018, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a poursuivi sa progression à la hausse entamée au cours des deux (2) derniers trimestres. En glissement annuel, l'IHPC est ressorti en légère hausse de 0,5%, tandis qu'une très légère progression de 0,1% a été notée en variation trimestrielle.

Au plan interne, la **situation sociopolitique de l'Union** s'est globalement améliorée mais les risques sécuritaires demeurent élevés et leur caractère transfrontalier renforce les menaces y afférentes pour l'ensemble de l'Union.

La situation de la **Bourse Régionale des Valeurs Mobilières** (BRVM) de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à fin décembre 2018 est caractérisée par une évolution contrastée des indices de référence et de la capitalisation boursière. En effet l'indice BRVM 10 a cédé 3,33% en passant de 159,68 points à 154,36 points. L'indice BRVM composite, pour sa part, a connu une progression de 3,45% à 172,24 points contre 166,49 points.

Au niveau de la capitalisation boursière, le marché des actions progresse de 3,46% tandis que la capitalisation du marché des obligations s'accroît de 3,61%. Dans l'ensemble à fin décembre 2018, la capitalisation boursière composite se replie de 15,62% en glissement annuel pour se situer à 8 274,05 Mds.

Sur le mois de décembre 2018, la valeur totale des transactions s'établit à 14,57 Mds pour 6 920 424 titres échangés.

## SITUATION AU SENEGAL

Le diagnostic de l'activité économique fait ressortir le maintien du dynamisme avec un taux de croissance de plus 6% pour la quatrième année consécutive (6,4% en 2015 ; 6,2% en 2016 et 7,2% en 2017). En 2018 , cette dynamique devrait se consolider : globalement, le taux de croissance de l'activité économique est attendu à 6,8%, contre 7,2% en 2017, soit un ralentissement de 0,4 point de pourcentage imputable, en partie, au sous-secteur agriculture.

Dans **le secteur primaire**, l'activité devrait rester dynamique avec une progression attendue à 7,7%, malgré un ralentissement par rapport à 2017 (+12,9%). Cette bonne orientation du secteur primaire serait essentiellement liée aux performances des sous-secteurs agriculture/ et des activités annexes, de l'élevage et de la pêche.

S'agissant **du sous-secteur agricole** et des activités annexes, l'activité est projetée en hausse à 9,4% contre 16,8% en 2017. Il bénéficierait de la poursuite des actions initiées par l'État au titre de la seconde phase du PRACAS.

Concernant le sous-secteur de **l'élevage**, l'activité ressortirait en hausse de 6,1% en 2018 contre 7,1% en 2017. Cette progression serait portée, notamment, par la production de lait, d'oeuf et de volaille, mais également, par l'évolution positive du cheptel.

Pour ce qui est du **sous-secteur de la pêche**, l'activité poursuivrait son ralentissement après le regain relevé en 2016. Elle ressortirait en hausse de seulement de 1,9% contre 7,1% en 2017, sous l'impulsion de la pêche industrielle. La pêche artisanale, pour sa part, devrait s'inscrire en baisse en liaison, notamment, avec la migration des poissons vers le sud mais également le retard noté dans la signature des accords de pêche avec la Mauritanie.

Dans le **secteur secondaire**, l'activité devrait se revigorer en 2018, suite aux ralentissements observés en 2016 et 2017. Ainsi, la croissance de la valeur ajoutée du secteur est projetée en hausse à 6,0% en 2018 contre 4,5% en 2017, à la faveur du bon comportement, particulièrement, des sous-secteurs des extractives, de la fabrication de produits agro-alimentaires, des matériaux de construction et des BTP, de la fabrication des produits chimiques ainsi que des travaux de sciage et rabotage du bois et de l'énergie. Le secteur devrait ainsi contribuer à hauteur de 1,4% à la croissance du PIB réel contre 1,1% en 2017.

En 2018, le **secteur tertiaire** poursuivrait sa tendance haussière enregistrée sur la période récente. La croissance dudit secteur ressortirait à 6,6% contre 6,7%, un an plus tôt. Cette évolution reflèterait, principalement, la bonne tenue des activités de commerce, de transports

mais aussi des services financiers et immobiliers, en sus de l'orientation positive attendue dans les télécommunications et les services d'hébergement et de restauration. La contribution à la croissance du PIB réel ressortirait à 3,1 points de pourcentage en 2018, soit au même niveau qu'en 2017.

**Gestion des finances publiques** : La gestion budgétaire en 2018 s'inscrit dans le cadre de la poursuite de l'exécution des projets du PSE. En cohérence avec les engagements dans le cadre du programme ISPE, elle s'articule également autour de la maîtrise des charges de fonctionnement dans le contexte de rationalisation des dépenses de consommation de l'État au regard de la priorité accordée aux dépenses d'investissement. En termes de mobilisation des ressources, les efforts sont portés, essentiellement, sur l'élargissement de l'assiette fiscale ainsi que le renforcement du contrôle. Globalement, le déficit budgétaire, dons compris, est attendu à 475,2 milliards, soit 3,5% du PIB en 2018, contre 362,2 milliards, soit 3,0% du PIB en 2017, soit une détérioration de 0,5 point de pourcentage.

Les **données macro-économiques** s'établissent comme suit :

- Globalement, le **taux de croissance du PIB réel**, ressort à 6,8% contre 7,2% en 2017.
- **L'inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à 2,3% en 2018 contre une estimation de 1,7% en 2017. Cette hausse des prix traduirait la remontée des cours du baril et des autres matières premières sur le marché international. Néanmoins, l'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), serait maintenue en deçà du seuil communautaire de 3%, retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA.
- **Les dépenses publiques** totales sont prévues à 3 074,6 milliards à fin 2018 contre 2 738,8 milliards en 2017, soit un accroissement de 335,8 milliards (+12,3%). Cette progression s'explique par les efforts consacrés au renforcement des investissements et par la maîtrise des dépenses courantes.
- **Au titre de la dette**, l'encours de la dette publique totale devrait s'établir à 6 467,6 milliards au terme de l'année 2018 contre un montant de 5 848,5 milliards en 2017, soit un accroissement de 10,6%. L'encours de la dette serait composé de la dette extérieure et de celle intérieure pour des montants respectifs de 5 395,2 milliards et 1 072,5 milliards.
- **La situation monétaire**, au terme de l'année 2018, devrait se traduire par une augmentation des avoirs extérieurs nets (+258,0 milliards), un léger repli des créances intérieures (-0,8%) et une expansion de la masse monétaire (+2,6%).



- Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont projetés à 1 554,6 milliards en 2018 contre 1 296,6 milliards en 2017, soit une hausse de 258,0 milliards imputable, entièrement, à l'accroissement des avoirs extérieurs nets de la banque centrale.
- **L'encours du crédit intérieur** ressortirait à 4 569,0 milliards au terme de l'année 2018 contre 4 608,1 milliards en 2017, soit une contraction de 39,2 milliards, traduisant surtout le repli des créances nettes sur l'administration centrale (-361,9 milliards), en liaison, principalement, avec les désengagements de l'État vis-à-vis du secteur bancaire. Par ailleurs, les crédits à l'économie se sont confortés de 7,7% en 2018. Ainsi, le taux de financement bancaire de l'économie s'établirait à 33,8% contre 34,3% en 2017, soit un recul de 0,5 point de pourcentage.

## **EVOLUTION DES SECTEURS PRODUCTIFS**

La campagne agricole 2018, a été marquée par un démarrage difficile caractérisé par des pauses pluviométriques très longues par endroits, entre juillet et la première décade du mois d'août, mais suivi d'une phase de bonne pluviométrie de la dernière décade du mois d'août jusqu'à la deuxième décade du mois d'octobre.

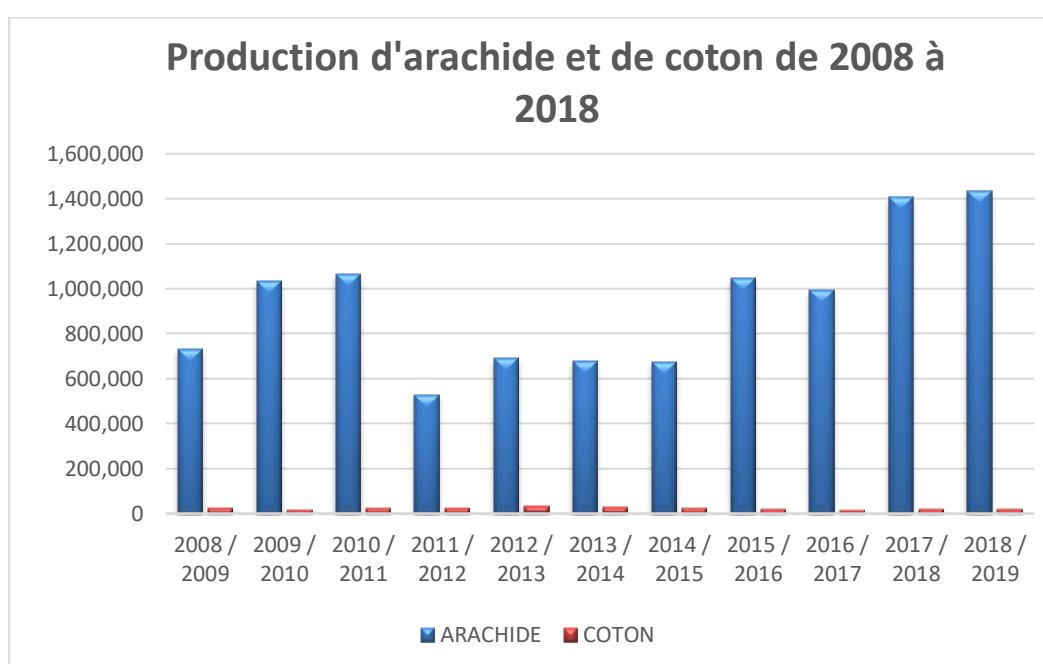
Pour faire face à ce début d'hivernage difficile, le gouvernement du Sénégal, avait mis en place un programme d'adaptation portant sur 5 spéculations à cycle court (niébé, sésame, pastèque, sorgho et manioc).

Ainsi, l'effet combiné du programme agricole régulier au programme d'adaptation et la bonne pluviométrie qui a caractérisé la deuxième moitié de la campagne, expliquent les très bonnes récoltes obtenues pour l'ensemble des spéculations.

**Les productions obtenues**, les superficies emblavées et les rendements atteints par spéculation industrielle sont consignés dans la série des dix dernières campagnes comme l'atteste le tableau qui suit.

### **Production d'arachidière et de coton de 2008 à 2018**

ANNEES	ARACHIDE HUILERIE			COTON		
	SUP	PROD	RENDT	SUP	PROD	RENDT
2007 / 2008	607 214	331 195	703	43 157	36 695	850
2008 / 2009	838 843	731 210	873	32 514	26 239	807
2009 / 2010	1 059 093	1 032 651	975	22 743	18 495	813
2010 / 2011	1 195 573	1 063 652	890	27 582	23 434	850
2011 / 2012	865 770	527 528	609	26 642	25 374	952
2012 / 2013	708 956	692 572	977	33 694	34 753	1 031
2013 / 2014	916 750	677 456	739	32 260	28 818	893
2014 / 2015	878 659	673 736	767	25 057	24 361	972
2015 / 2016	1 135 339	1 050 042	925	30 593	20 285	663
2016 / 2017	1 212 233	991 427	818	20 572	15 160	737
2017 / 2018	1 254 048	1 405 223	1 121	20 931	20 000	956
2018 / 2019	1 274 020	1 432 086	1 124	20 650	19 224	931



## CULTURES INDUSTRIELLES

### - Arachide

La production de l'arachide s'établit à 1 432 086 tonnes en 2018. Elle a connu un accroissement de 2% par rapport à la campagne agricole 2017/2018 et de 47% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cette dynamique résulte des efforts entrepris par l'Etat dans la reconstitution du capital semencier auxquels s'ajoutent la poursuite du renforcement du matériel agricole et la redynamisation de l'industrie de transformation de l'arachide.

## - Coton

Le volume des récoltes de la Société de Développement et des Fibres Textiles (SODEFITEX), n'a cessé de baisser ces dernières années. En 2018 elle a connu à nouveau une chute de 4% par rapport à l'année 2017 et de 13% par rapport aux 5 dernières années malgré le regain d'intérêt chez les producteurs induit par l'augmentation du prix du coton qui est passé de 255 FCFA à 300 FCFA.

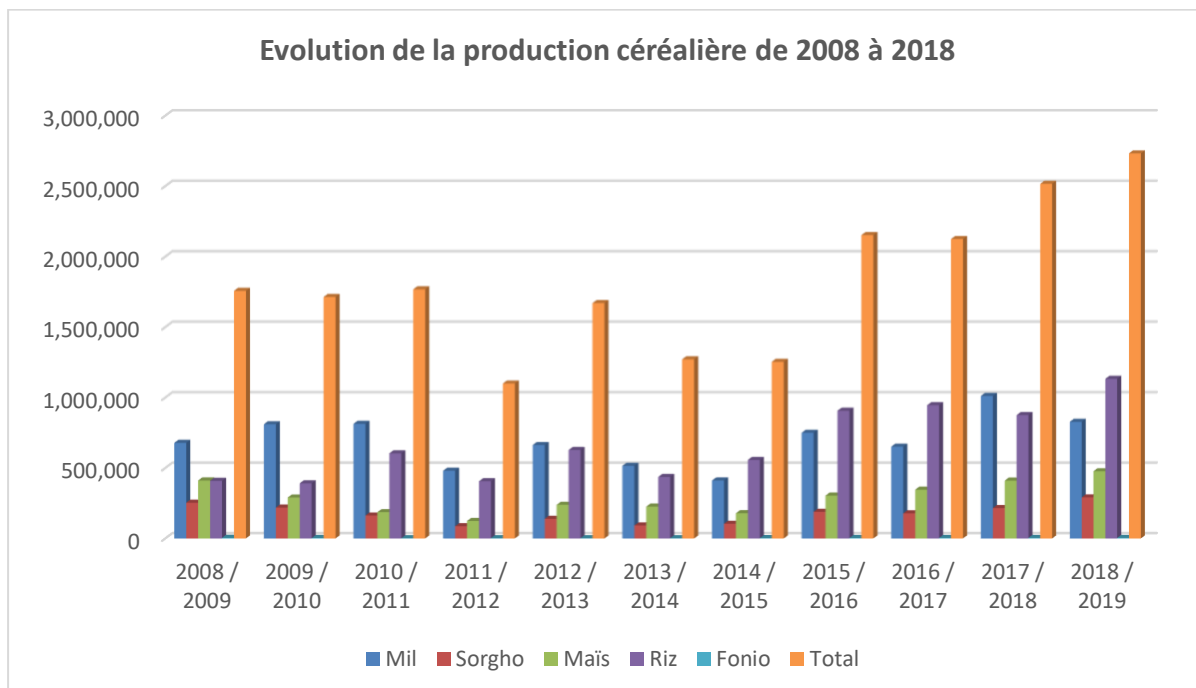
## CULTURES VIVRIERES

La production céréalière est évaluée à 2 732 109 tonnes en 2018 soit une hausse de 9% par rapport à 2017 et de 47% par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

Les productions céréalières enregistrées se déclinent dans le tableau qui suit :

**Evolution de la production céréalière en tonnes de 2008 à 2018**

ANNEES	Mil	Sorgho	Maïs	Riz	Fonio	Total
2007 / 2008	318 822	100 704	158 266	193 379	1 068	772 239
2008 / 2009	678 170	253 770	411 499	408 840	4 425	1 756 704
2009 / 2010	810 121	218 696	290 283	391 271	3 085	1 713 456
2010 / 2011	813 295	162 599	186 511	604 043	1 374	1 767 822
2011 / 2012	480 759	86 865	124 092	405 824	1 735	1 099 275
2012 / 2013	662 614	139 372	238 960	627 516	1 497	1 669 959
2013 / 2014	515 365	92 029	225 902	436 153	1 488	1 270 937
2014 / 2015	411 290	104 011	178 732	557 075	2 179	1 253 287
2015 / 2016	749 874	188 500	304 296	906 348	3 228	2 152 246
2016 / 2017	651 236	178 028	346 030	945 617	3 757	2 124 668
2017 / 2018	1 011 269	215 491	410 364	875 484	3 857	2 516 465
2018 / 2019	827 601	291 171	476 621	1 132 795	3 921	2 732 109



## HORTICULTURE

En 2018 la production de fruits et légumes est de 1 423 250 tonnes, soit une progression de 8% et 27% par rapport à la campagne 2017 et à la moyenne des cinq dernières années respectivement.

### Productions horticoles en tonnes

	2017	2018	Variation (%)
Légumes	1 083 399	1 156 625	+6,8%
Fruits	237 000	266 625	+12,5%
<b>Total</b>	<b>1 320 399</b>	<b>1 423 250</b>	<b>+8%</b>

#### Sources :

BCEAO ([www.bceao.int](http://www.bceao.int))  
 Note de conjoncture économique régionale dans l'UEMOA (3<sup>e</sup> trimestre 2018)  
 Rapport annuel 2018 du FMI  
 Ministère de l'Economie des Finances et du Plan (DPEE/ANSD/MEFP)  
 ([www.finances.gouv.sn](http://www.finances.gouv.sn); [www.ansd.sn](http://www.ansd.sn); [www.dpee.sn](http://www.dpee.sn)).

## II - ACTIVITE BANCAIRE

L'exercice 2018 a été caractérisé par une consolidation de nos activités dans un contexte économique mondiale peu favorable avec des effets négatifs sur les pays en développement perdurent.

Pour faire face et relancer son économie, le Sénégal a initié un ambitieux programme socio-économique appelé « **Plan Sénégal Emergent** » qui vise l'émergence à l'horizon 2035. L'agriculture y représente un levier majeur, en droite ligne du potentiel énorme qu'elle engendre au travers des productions agricoles et animales. Dans son volet agriculture le PSE se décline à travers la mise en place de corridors céréaliers avec le Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) et aussi la promotion d'une agriculture à haute valeur ajoutée et la redynamisation de la filière arachide. A ce titre, on note le maintien de l'affectation d'importantes ressources à ce secteur.

Dans ce cadre, l'Etat, à travers le Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural (MAER), a notamment continué à apporter un soutien important en termes de subventions pour un bon approvisionnement en intrants et équipements agricoles en faveur des producteurs. L'objectif poursuivi est d'assurer une mobilisation massive des acteurs du secteur tout en leur assurant un correct accès aux facteurs de production.

**En interne**, l'activité de la banque a été marquée par le lancement du **plan stratégique Synergie 2022** qui est porteur d'une vision qui ambitionne la transformation de la CNCAS comme la Banque Leader dans le financement des chaînes de valeurs agricoles, Partenaire privilégié de l'Etat dans la transformation structurelle de l'économie, Référence dans la qualité de service aux clients et l'Expérience salarié.

Cette première année du plan d'affaires a été consacrée à la déclinaison des projets et à l'impulsion de la dynamique de changement marquée par une approche participative très forte. Dans cette dynamique toutes les composantes de la banque ont été mobilisées autour de différentes étapes qui ont abouti à :

- l'identification des projets prioritaires et de plans d'actions associés ;
- la mise en place des instances du dispositif de pilotage, d'animation et de suivi de la mise en œuvre ;
- le déroulement du plan de conduite du changement et de communication.

Par ailleurs, la banque a poursuivi la prise en charge des besoins de financement induits par le soutien du gouvernement aux sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

Dans ce contexte, nous avons été fortement sollicités concernant les emplois liés aux achats des intrants et matériels agricoles et nous nous sommes aussi consacrés à la consolidation des activités d'intermédiation de produits et services bancaires.

A cet égard, nos activités d'emplois et de collecte de ressources ont été orientées vers les marchés traditionnels qui se sont bien comportés par rapport à l'année précédente, grâce aux opportunités nées des programmes de relance des filières agricoles et la volonté des autorités publiques de moderniser l'agriculture. Ainsi, nous avons saisi toutes les niches existantes pour développer des activités de crédit liées au financement de la production agricole, la collecte des produits agricoles locaux, la modernisation des équipements agricoles tout en confortant nos parts dans les marchés des particuliers, des professions libérales et des PME/PMI.

## 2.1. Mobilisation des ressources

Le total des ressources collectées s'établit à **fCFA 206 661 millions** au 31 décembre 2018 contre 172 104 millions fCFA à la même date de l'exercice précédent et pour un objectif de 188 838 millions fCFA au budget, soit un taux de réalisation de 109%.

Les parts respectives des dépôts clientèle et des ressources sur lignes de crédit extérieures sont de 98% (201 670 millions fCFA) et 2% (4 993 millions fCFA).

La part de marché de la CNCAS sur la place a connu une progression avec 4,28% à fin 2018 contre 3,86% au 31 décembre 2017 en valeur relative. En dépit de la concurrence ardue la CNCAS réussi à améliorer son rang et se classe à la 8<sup>ème</sup> place sur la liste des vingt-cinq banques répertoriées à fin décembre 2018. Il faut souligner que le top 10 regroupe près de 80% des ressources de la place.

Le tableau qui suit indique l'évolution de notre position sur le marché par rapport à l'ensemble du système bancaire de la place.

**Tableau des Ressources**

Années	2017			2018				
	CNCAS			CNCAS			Toutes banques	
	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure
<b>Autres agents économiques</b>	<b>167 046</b>	<b>97,06%</b>	<b>3,74%</b>	<b>201 669</b>	<b>97,58%</b>	<b>4,17%</b>	<b>4 833 476</b>	<b>100,00%</b>
Dépôts à vue	88 604	53,04%	3,65%	112 150	55,61%	4,20%	2 667 201	55,18%
Dépôts à terme	44 417	26,59%	4,34%	51 531	25,55%	5,01%	1 028 190	21,27%
Epargne	16 658	9,97%	2,18%	18 550	9,20%	2,19%	845 727	17,50%
Autres dépôts	17 367	10,40%	7,08%	19 438	9,64%	6,65%	292 358	6,05%
Ress. lignes de crédit extérieures	5 058	2,94%	ND	4 993	2,42%	ND		0,00%
<b>Total</b>	<b>172 104</b>	<b>100,00%</b>	<b>3,86%</b>	<b>206 662</b>	<b>100,00%</b>	<b>4,28%</b>	<b>4 833 476</b>	<b>100,00%</b>

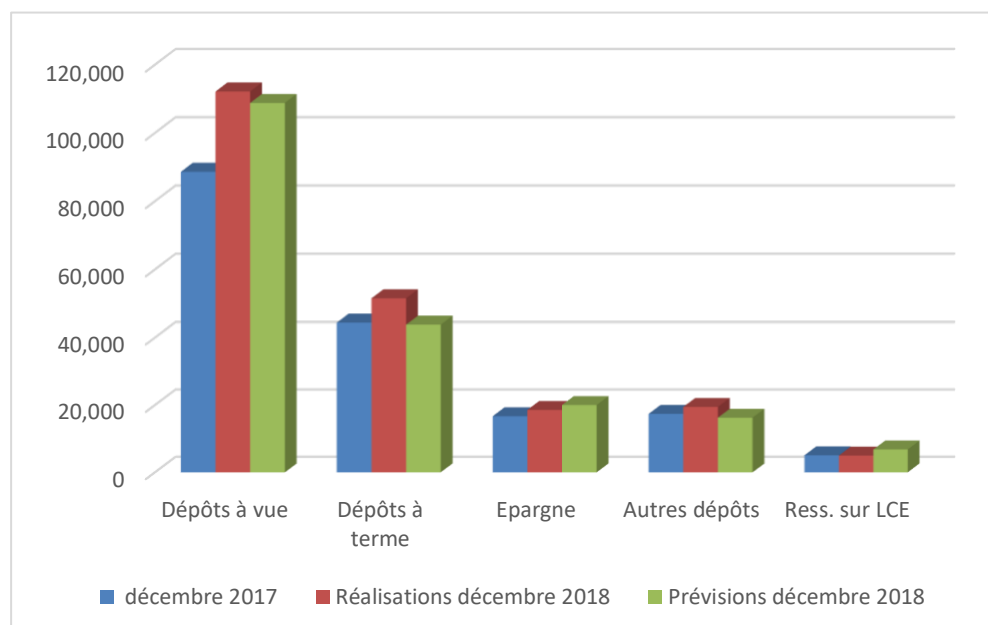
### 2.1.1. Ressources clientèle

Elles se chiffrent à **201 670 millions fCFA** au 31 décembre 2018 contre 167 861 millions fCFA au 31 décembre 2017, soit une hausse de 33 809 millions fCFA en valeur absolue et 20,1% en valeur relative. Par rapport aux prévisions budgétaires de 188 838 millions fCFA, le taux de réalisation se situe à 106,8%.

Pour ce qui concerne la structure des ressources, on note une appréciation des Dépôts à Vue par rapport aux dépôts stables. Il en résulte que les ressources stables (DAT, CSL et Dépôts de garantie) représentent 44% au 31 décembre 2018 contre 47% au 31 décembre 2017.

Le graphique suivant permet d'apprécier le niveau des réalisations au 31 décembre 2018, tant par rapport au niveau atteint à la même période de l'année dernière que, par rapport aux prévisions du budget 2017.

### EVOLUTION COLLECTE CLIENTELE



### - Dépôts à vue

Au 31 décembre 2018, les dépôts à vue (DAV) s'élèvent à **112 150 millions fCFA** pour des prévisions au budget de 108 791 millions fCFA et contre des réalisations 88 604 millions fCFA au 31 décembre 2017.

### - Dépôts à terme

Les dépôts à terme, s'élèvent à **51 531 millions fCFA** au 31 décembre 2018, par rapport à des prévisions au budget de 43 817 millions fCFA et contre des réalisations de 44 417 millions fCFA au 31 décembre 2017.

### - Comptes d'épargne

Cette rubrique comprend les comptes d'épargne individuels et collectifs et les capitaux sociaux des entités collectives. L'encours de cette catégorie de dépôts s'élève à **18 550 millions fCFA** au 31 décembre 2018, contre 16 658 millions fCFA au 31 décembre 2017 et des prévisions au budget de 19 989 millions fCFA.

### - Autres dépôts

Cette rubrique intègre l'autofinancement déposé sous forme d'épargne bloquée par les emprunteurs (bénéficiaires de crédits à la production essentiellement), les dépôts constitués pour certains dossiers et divers dépôts reçus de la clientèle. L'encours desdits dépôts s'élève à **19 438 millions fCFA** au 31 décembre 2018, contre 17 367 millions fCFA au 31 décembre 2017 et des prévisions au budget de 16 241 millions fCFA.

#### **2.1.2. Ressources sur lignes de crédit extérieures et autres ressources affectées (tableau 4)**

Cette rubrique comprend les lignes de crédit extérieures rétrocédées ainsi que les ressources tirées des refinancements auprès des partenaires projets et d'institutions spécialisées comme le PLASEPRI. Au 31 décembre 2018, l'encours de ces ressources s'établit à **4 994 millions fCFA**, contre 5 058 millions fCFA d'encours au 31 décembre 2017.

#### **2.1.3. Marché Monétaire**

Pour couvrir nos besoins en trésorerie, nous avons eu recours au marché monétaire durant l'exercice écoulé et notamment pendant les périodes de pointe du financement des intrants agricoles et des campagnes de commercialisation des grands produits agricoles (arachides, coton et riz).



## 2.2. EMPLOI DES RESSOURCES

### 2.2.1. Opérations de crédit

#### 2.2.1.1. Crédit de campagne (*tableau 3*)

La politique de financement des campagnes de commercialisation a été poursuivie, ce qui a permis d'afficher des encours sur cette rubrique au 31 décembre 2018 qui s'élèvent à **9 863 millions fCFA** contre 5 075 millions fCFA au 31 décembre 2017. Cette évolution traduit notre volonté d'une plus grande implication dans la structuration des financements de la commercialisation des produits agricoles.

#### 2.2.1.2. Crédits ordinaires (*tableau 3*)

Les encours cumulés se situent à **260 713 millions fCFA** contre 222 924 millions fCFA au 31 décembre 2017. Cette évolution de +17% en valeur relative est essentiellement portée par les progressions notées sur les encours à court terme (+24%).

#### 2.2.1.3. Comptes ordinaires débiteurs (*tableau 2*)

Les encours débiteurs ont connu une forte évolution, passant de 44 415 millions fCFA au 31 décembre 2017 à **62 426 millions fCFA** au 31 décembre 2018, soit une hausse de 18 011 millions fCFA (41% en valeur relative).

#### 2.2.1.4. Créances douteuses et litigieuses (*tableau 3*)

L'évolution favorable du niveau des encours douteux litigieux nets s'est poursuivie en passant de 4 892 millions fCFA au 31 décembre 2017 à **1 049 millions fCFA** au 31 décembre 2017, soit une baisse de 3 843 millions fCFA en valeur absolue. Cette évolution découle du maintien de l'effort de provisionnement des créances douteuses.

#### 2.2.1.5. Encours global

Au 31 décembre 2018, l'encours global des opérations de crédit à la clientèle est de **270 576 millions fCFA**, soit une hausse de 6%, comparé à l'encours au 31 décembre 2017 (227 999 millions fCFA). Par rapport au budget (247 339 millions), les réalisations se situent à 109%.

La part de marché de la CNCAS sur la place à fin 2018 (6,14%) enregistre une progression, comparée à la situation de l'année dernière (5,89%). Certes, les engagements de la banque ont crû en valeur absolue 42 577 millions fCFA, soit 6% en valeur relative, mais au même moment, les engagements du système bancaire ont crû de 10%, passant de 3 869 231 millions fCFA en décembre 2017 à 4 474 521 millions fCFA en décembre 2018.

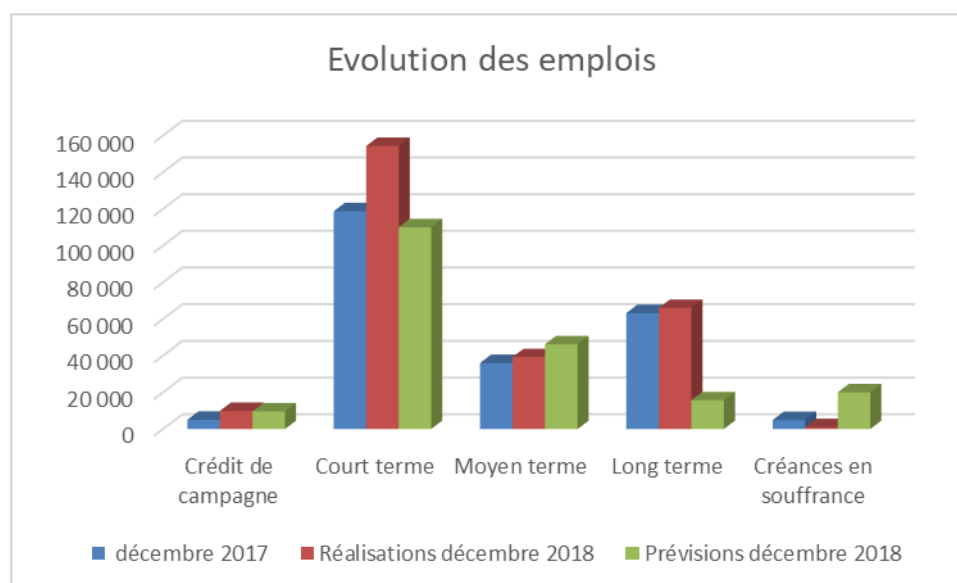
Le financement de la production agricole en 2018/2019 a atteint **21 338 millions fCFA**, contre 20 472 millions fCFA en 2017/2018, soit une légère hausse **4%** en valeur relative. Le niveau a été ainsi maintenu pour continuer à soutenir les mesures importantes prises par l'Etat (programme de désendettement des producteurs) pour renforcer la production des céréales et notamment celle du riz local dans la perspective d'une autosuffisance dont l'horizon initial était fixé en 2017. La mobilisation des lignes de crédit AFD et BADEA a par ailleurs contribué comme de catalyseur avec le renforcement des équipements agricoles ainsi que du dispositif de commercialisation des produits agricoles, notamment le riz et les autres céréales.

Le tableau ci-après donne des indications sur notre position relative sur le marché.

**TABLEAU DES EMPLOIS**

Année	2017			2018				
	CNCAS			CNCAS			Toutes banques	
	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure
<b>Crédit à la clientèle</b>	<b>227 999</b>	<b>100,00%</b>	<b>5,89%</b>	<b>270 576</b>	<b>100,00%</b>	<b>6,35%</b>	<b>4 263 350</b>	<b>100,00%</b>
Crédit de campagne	5 075	2,23%	18,61%	9 863	3,65%	25,96%	37 990	0,89%
Crédit à Court terme	118 791	52,10%	7,39%	154 345	57,04%	8,29%	1 860 912	43,65%
Crédit à Moyen terme	36 014	15,80%	2,07%	39 237	14,50%	2,20%	1 786 826	41,91%
Crédit à Long terme	63 227	27,73%	20,42%	66 082	24,42%	21,94%	301 203	7,06%
Créances en souffrance	4 892	2,15%	3,09%	1 049	0,39%	0,38%	276 419	6,48%
<b>Total</b>	<b>227 999</b>	<b>100,00%</b>	<b>5,89%</b>	<b>270 576</b>	<b>100,00%</b>	<b>6,35%</b>	<b>4 263 350</b>	<b>100,00%</b>

Le graphique qui suit met en évidence les réalisations obtenues par rapport aux prévisions budgétaires et par rapport aux réalisations de l'exercice antérieur.



## 2.2.2. Autres emplois

### 2.2.2.1. Encaisses et comptes bancaires

Ce poste comprend nos encaisses, les soldes de nos comptes auprès de la BCEAO et de nos correspondants bancaires.

Il se chiffre à **10 116 millions fCFA** au 31 décembre 2018 contre 9 971 millions fCFA au 31 décembre 2017, soit une hausse en valeur absolue de 145 millions fCFA.

### 2.2.2.2. Activités de transfert d'argent

Le partenariat avec les opérateurs de transfert d'argent s'est poursuivi et porte principalement sur quatre produits : Wari, Joni Joni, Money gram, et Ria. Les activités sur Western Union qui étaient en veille ont été redynamisées.

L'activité de transfert d'argent a permis d'engranger **674 millions de FCFA** en 2018 contre 688 millions de FCFA l'année précédente, soit une baisse en valeur absolue de 14 millions de FCFA.

#### Moneygram

L'activité sur Moneygram s'est inscrite sur une tendance baissière avec un repli du montant des commissions perçues qui est passé à 91 millions de FCFA au 31 décembre 2018 contre 155 millions de FCFA l'année précédente, soit une régression de 41%. La concurrence entre les réseaux a entraîné une baisse des marges appliquées en plus d'un changement de l'applicatif qui a induit un déficit d'engouement de la clientèle.

#### Wari

L'activité de transfert domestique Wari poursuit son redressement entamé sur l'exercice précédent après un recul noté sur les deux précédentes années. Le montant des commissions réalisées est passé de 364 millions de FCFA en 2017 à 426 millions de FCFA en 2018, soit une hausse de 62 millions en valeur absolue.

Cette évolution est le résultat d'une redynamisation de notre réseau de sous-distributeurs, opérée en collaboration avec l'opérateur, en plus du renforcement de la sécurité de la plateforme.

#### RIA

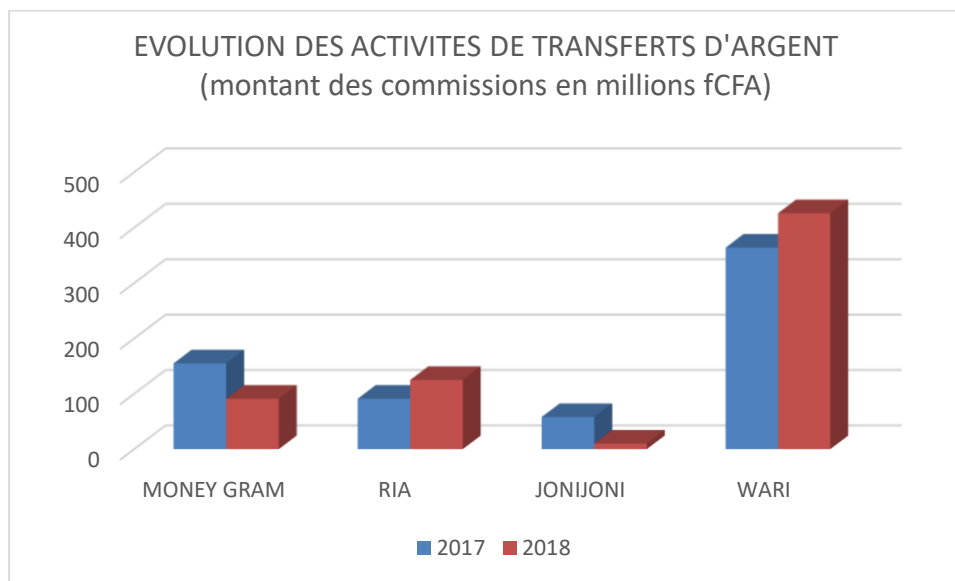
L'activité Ria a maintenu sa progression en 2018. En effet, le montant des commissions perçues est passé de 92 millions de FCFA en 2017 à 125 millions de FCFA en 2018, soit une hausse en valeur absolue de 34 millions fCFA et 37% en valeur relative. Cette tendance haussière constitue une réponse aux ajustements opérés et qui ont porté pour l'essentiel sur le renforcement de la promotion sur le produit et une accélération dans les procédures de validation des agréments accordés à nos distributeurs.

## JONI-JONI

L'activité de transfert domestique Joni-Joni a connu une crise qui s'est manifestée sur le plan de la sécurité dans les transactions. Cela a motivé notre décision de procéder à la suspension de cette activité depuis le mois de Septembre.

Sur la période l'activité n'a permis d'engranger que 10 millions de FCFA de commissions contre 58 millions FCFA soit une baisse de 82%.

Le graphique qui suit met en évidence l'évolution des commissions perçues sur les opérations de transfert par rapport aux réalisations de l'exercice antérieur.



### 2.2.2.3. Investissements

Les valeurs immobilisées nettes passent de 7 088 millions fCFA au 31 décembre 2017 à **8 465 millions fCFA** au 31 décembre 2018, soit une hausse de 19% en valeur relative. Cette évolution traduit la volonté de déploiement du réseau et d'ouverture de l'exploitation avec notre prise de participation dans le capital social de la CNAAS.

**TABLEAU : 1**

**EVOLUTION COMPAREE DES ENCOURS DES SOLDES CREDITEURS  
DES COMPTES DE DEPÔTS DE LA CLIENTELE**

*Au 31/12/2018*

	Encours au 31/12/2017		Encours au 31/12/2018		Variation	
	Millions frs CFA	%	Millions frs CFA	%	Millions frs CFA	%
Comptes ordinaires créditeurs	88 604	53%	112 150	56%	23 546	26,6%
Dépôts à terme	44 930	27%	51 531	26%	6 601	14,7%
Comptes d'épargne	16 658	10%	18 550	9%	1 892	11,4%
Dépôt de garantie	11 509	7%	11 142	6%	-367	-3,2%
Autres dépôts	6 160	4%	8 296	4%	2 136	34,7%
<b>Total</b>	<b>167 861</b>	<b>100%</b>	<b>201 670</b>	<b>100%</b>	<b>33 809</b>	<b>20,1%</b>

**TABLEAU : 2**

**EVOLUTION COMPAREE DES SOLDES DEBITEURS DES COMPTES  
DE DEPÔTS DE LA CLIENTELE**

*(Période du 31/12/2017 au 31/12/2018)*

	Encours 31/12/2017	Encours 31/12/2018	Variation	%
<b>Solde débiteurs</b>	<b>44 415</b>	<b>62 426</b>	<b>18 011</b>	<b>41%</b>

**TABLEAU : 3**
**EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS ORDINAIRES**

Au 31 décembre 2018

(en millions frs CFA)

	Encours au 31/12/17		Encours au 31/12/18		Variations	
	Millions	%	Millions	%	Millions	%
CREDIT A COURT TERME	74 378	33%	91 919	35%	17 541	23,6%
CREDIT A MOYEN TERME	36 014	16%	39 237	15%	3 223	8,9%
CREDIT A LONG TERME	63 227	28%	66 082	25%	2 855	4,5%
DECOUVERTS NETS	44 413	20%	62 426	24%	18 013	40,6%
DOUTEUX ET LITIGIEUX NETS	4 892	2%	1 049	0%	-3 843	-78,6%
<b>TOTAL CREDITS ORDINAIRES</b>	<b>222 924</b>	<b>100%</b>	<b>260 713</b>	<b>100%</b>	<b>37 789</b>	<b>17%</b>
<b>TOTAL CREDITS DE CAMPAGNE</b>	<b>5 075</b>	<b>100%</b>	<b>9 863</b>	<b>100%</b>	<b>4 788</b>	<b>94%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>227 999</b>	<b>100%</b>	<b>270 576</b>	<b>100%</b>	<b>42 577</b>	<b>6%</b>

**TABLEAU : 4**
**EVOLUTION DES ENCOURS DES RESSOURCES EXTERIEURES**

(en millions frs CFA)

Rubriques	Encours au 31 /12/2017	Encours au 31/12/2018	Variation	%
IRRIGATION IV	929	803	-126	-13,56
A F D	3 280	3 280	0	0
BID PDESOC	500	500	0	0
PLASEPRI	349	283	-66	-18,91%
DETTES RATTACHEES	0	128	128	0
<b>TOTAL</b>	<b>5 058</b>	<b>4 994</b>	<b>-64</b>	<b>-1,27%</b>

## III - RAPPORT FINANCIER

La Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal a clôturé l'exercice 2018 avec un **total bilan** de 296 545 millions de FCFA contre 254 211 millions de FCFA au 31 décembre 2017, soit une hausse de 17% en valeur relative.

Au plan de la rentabilité, le **Produit Net Bancaire** (PNB) se situe à 18 579 millions de FCFA à fin décembre 2018 contre 17 196 millions de FCFA à fin décembre 2017, soit une hausse de l'ordre de 8% en valeur relative. Cette hausse est imputable à la croissance de la marge d'intérêts qui est passée de 7 516 millions de FCFA à 9 032 millions de FCFA soit une hausse appréciable de 20% en valeur relative. Par rapport aux prévisions budgétaires de 17 672 millions de FCFA, le taux d'exécution du PNB s'établit à 105%.

Le résultat brut avant impôt a connu une légère hausse de 4% en passant de 3 238 millions de FCFA à fin décembre 2017 à 3 364 millions de FCFA au 31/12/2018.

Par rapport aux prévisions budgétaires de 3 514 millions de FCFA, le taux de réalisation du résultat brut avant impôt se situe à 96%.

Le **résultat net**, arrêté à 2 239 millions de FCFA au 31 décembre 2018 contre 2 183 millions de FCFA au 31 décembre 2017, a enregistré une hausse 3%.

### 3.1 COMPTE DE RESULTAT (tableaux 1-2-5-6)

#### 3.1.1 CHARGES

Au 31 décembre 2018 les charges s'élèvent à 23 642 millions de FCFA contre 26 062 millions de FCFA en 2017, soit une baisse de 9% en valeur relative.

##### 3.1.1.1 Charges d'exploitation bancaire

De 4 850 millions de FCFA au 31 décembre 2017, elles passent à 4 994 millions de FCFA au 31 décembre 2018, soit une hausse de 3% qui se justifie par l'effet combiné de la hausse des charges sur opérations de trésorerie et opérations avec la clientèle d'une part ; et d'autre part par la baisse sur les charges sur les prestations de services constituées des charges relatives aux opérations de transferts domestiques d'argent.

Les charges d'exploitation bancaires sont ainsi décomposées :

- charges sur opérations de trésorerie	1 153 320 344 FCFA
- charges sur opérations avec la clientèle	3 566 372 846 FCFA
- charges sur prestations de services	274 498 803 FCFA

Les prévisions de charges d'exploitation bancaire se sont chiffrées à 5 628 millions de FCFA, soit un taux de réalisation de 89%.

### 3.1.1.2 Charges générales d'exploitation

Elles ont connu une hausse de 1 388 millions de FCFA en passant de 9 309 millions de FCFA au 31 décembre 2017 à 10 697 millions de FCFA au 31 décembre 2018, soit une progression de 15% en valeur relative. Par rapport aux prévisions budgétaires de 9 958 millions de FCFA, le taux d'exécution s'établit à 107%.

#### Frais de personnel

Ils sont composés des salaires et des charges patronales.

Ils s'élèvent à 5 340 millions de FCFA au 31 décembre 2018, contre 4 940 millions de FCFA au 31 décembre 2017, soit une hausse de 400 millions FCFA en valeur absolue et 8% en valeur relative.

#### Impôts et taxes

Ils ont connu une légère hausse de 8 millions de FCFA, passant de 197 millions de FCFA au 31 décembre 2017 à 205 millions de FCFA au 31 décembre 2018.

#### Autres charges externes

Elles ressortent à 5 152 millions de FCFA au 31 décembre 2018 contre 4 172 millions de FCFA au 31 décembre 2017, soit une hausse de 3% en valeur relative.

Par rapport aux prévisions budgétaires de 4 905 millions de FCFA, le taux d'exécution se situe à 105%.

### 3.1.1.3 Autres charges

Ils comprennent :

- les dotations aux amortissements qui se sont chiffrées à 1 090 millions de FCFA contre 1 032 millions de FCFA au 31 décembre 2017.



- les dotations aux provisions pour un montant de 5 216 millions de FCFA au 31 décembre 2018 contre 9 136 millions FCFA au 31 décembre 2017, soit une baisse de 43%.
- Les charges et pertes exceptionnelles sont passées de 680 millions de FCFA au 31 décembre 2017 à 521 millions de FCFA au 31 décembre 2018, soit une baisse de 159 millions de FCFA. Elles sont composées essentiellement des pénalités pour non-respect des réserves obligatoires pour 380 millions de FCFA et des pertes sur créances amorties à hauteur de 140 millions de FCFA.
- L'impôt sur le bénéfice s'est établi à 1 125 millions de FCFA contre 1 055 millions de FCFA au 31 décembre 2017 soit une hausse de 7% en valeur relative.

### 3.1.2 PRODUITS

Ils passent de 28 245 millions de FCFA au 31 décembre 2017 à 25 881 millions de FCFA au 31 décembre 2018, soit une baisse de 2 364 millions de FCFA en valeur absolue et 8% en valeur relative. Les reprises sur provisions opérées en 2017 (6 041 millions FCFA), contre seulement 2 308 millions en 2018 expliquent la baisse enregistrée.

Par rapport aux prévisions de produits de 26 300 millions de FCFA, le taux de réalisation s'est situé à 98%.

#### 3.1.2.1 Produits d'exploitation bancaire

De 22 046 millions de FCFA au 31 décembre 2017 ils passent à 23 574 millions de FCFA au 31 décembre 2018 soit une hausse de 1 528 millions de FCFA en valeur absolue et 7% en valeur relative.

Ils se décomposent ainsi qu'il suit :

Produits sur opérations de trésorerie	3 314 939 FCFA
Produits sur crédit de campagne	816 147 108 FCFA
Produits sur crédits ordinaires	13 206 802 864 FCFA
Commissions	7 041 750 633 FCFA
Produits sur opérations sur titres	24 632 951 FCFA
Produits divers d'exploitation	2 480 945 134 FCFA

### **Produits sur opérations de trésorerie**

Ils ont connu une baisse de 25% par rapport à 2017 passant de 4 millions de FCFA en 2017 à 3 millions de FCFA en 2018.

### **Produits sur crédits de campagne**

Les produits sur les crédits de campagne sont passés de 308 millions de FCFA au 31 décembre 2017 à 816 millions de FCFA au 31 décembre 2018, soit une hausse de 508 millions de FCFA en valeur absolue et 165% en valeur relative.

### **Intérêts sur crédits ordinaires**

Ils passent de 12 053 millions de FCFA en 2017 à 13 207 millions de FCFA en 2018, soit une hausse de 1 154 millions FCFA en valeur absolue et 10% en valeur relative.

### **Commissions**

Les commissions perçues dans le cadre des opérations et services à la clientèle (virements locaux, opérations avec l'étranger, opérations de transfert d'argent, encaissements de valeurs, opérations et services monétiques etc.) ont connu une baisse de 350 millions de FCFA, passant de 7 391 millions de FCFA au 31 décembre 2017 à 7 042 millions de FCFA au 31 décembre 2018.

### **Produits sur opérations sur titres**

Ils ont connu une baisse de 75 millions de FCFA passant de 99 millions de FCFA au 31 décembre 2017 à 25 millions de FCFA au 31 décembre 2018 qui s'explique par la diminution de nos encours de titres.

### **Produits divers d'exploitation**

Ils sont passés de 2 190 millions de FCFA au 31 décembre 2017 à 2 481 millions de FCFA au 31 décembre 2018 soit une hausse de 291 millions de FCFA en valeur absolue et 13% en valeur relative. Ce poste enregistre notamment les sommes perçues au titre de la bonification des crédits accordés dans le cadre du Financement de la Production Agricole.

#### **3.1.2.2 Autres produits**

Ils comprennent :

Les reprises de provisions qui passent de 6 041 millions de FCFA au 31 décembre 2017 à 2 308 millions de FCFA au 31 décembre 2018.

### 3.1.3 RESULTATS

Le résultat net de l'exercice 2018 s'est établi à 2 239 millions de FCFA (après prélèvement d'un impôt sur les sociétés de 1 125 millions de FCFA) contre 2 183 millions de FCFA au 31 décembre 2017.

### 3.2 BILAN (tableaux 3-4)

#### 3.2.1 ACTIF DU BILAN

##### Opérations de trésorerie

Ce poste a connu une hausse de 145 millions de FCFA passant de 9 971 millions de FCFA au 31 décembre 2017 à 10 116 millions de FCFA au 31 décembre 2018 soit 1% en valeur relative.

##### Opérations avec la clientèle

Elles passent de 228 003 millions de FCFA au 31 décembre 2017 à 270 577 millions de FCFA au 31 décembre 2018, soit une hausse de 42 574 millions de FCFA en valeur absolue et 19% en valeur relative.

#### 3.2.2 PASSIF DU BILAN

##### Opérations de trésorerie

Ce poste a connu une baisse de 1 043 millions de FCFA passant de 24 239 millions de FCFA au 31 décembre 2017 à 23 196 millions de FCFA au 31 décembre 2018.

##### Opérations avec la clientèle

Elles ont connu une hausse de 34 557 millions de FCFA passant de 172 104 millions de FCFA au 31 décembre 2017 à 206 661 millions de FCFA au 31 décembre 2018.

##### Fonds propres et assimilés

Ils se chiffrent (avant intégration du résultat) à 28 539 millions de FCFA au 31 décembre 2018 contre 20 124 millions de FCFA au 31 décembre 2017.

### 3.3 RATIOS PRUDENTIELS (tableau 7)

**Les fonds propres effectifs** : pour un minimum requis de 10 000 millions FCFA, les fonds propres effectifs se chiffrent à 36 803 millions de FCFA (avant intégration du résultat) au 31 décembre 2017.

**Les fonds propres sur risques** : ce ratio compare les fonds propres effectifs de la banque au numérateur, et au dénominateur les risques au bilan et hors bilan pondérés selon des coefficients définis.

Pour un minimum requis de 8%, ce ratio se situe à 22,36 %

**Contrôle des crédits au personnel, dirigeants et contrôleurs** : le montant global des concours pouvant être consenti aux personnes participant à la direction, à l'administration, au contrôle et au fonctionnement, ne doit pas dépasser 20% des fonds propres effectifs.

Le ratio est à 16,66 %.

**Le ratio de liquidité** : ce ratio est destiné à mesurer le niveau de liquidité en comparant les avoirs et les créances à vue ou à moins de trois mois, à l'ensemble des engagements à moins de trois mois.

Pour un minimum de 75%, il se situe à 46,30 %.

**Couverture des emplois à M.L.T par les ressources stables** : ce ratio a pour objectif de mesurer la transformation des ressources opérée par la banque. Le niveau de transformation toléré est de 50% des ressources à Court Terme en emplois à Long Terme.

Pour un taux minimal de couverture admis de 50 %, il se chiffre à 94,67 %.

**Le ratio de contrôle des immobilisations et des participations** : ce ratio est destiné à mesurer le niveau des immobilisations et des participations. Pour un niveau maximal de 100% des Fonds Propres Effectifs, il se situe à 15,70%.

**TABLEAU 1**
**COMPTE DE RESULTAT  
AU 31 Décembre 2018**

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANTS
<b>Charges d'exploitation bancaire</b>	<b>4 994 191 993</b>	<b>Produits d'exploitation bancaire</b>	<b>23 573 593 629</b>
Charges sur opérations de trésorerie	1 148 349 876	Produits sur opérations de trésorerie	3 314 939
Charges sur opérations avec la clientèle	3 566 372 846	Produits sur opérations avec la clientèle	21 064 700 605
Charges sur opérations de change	4 970 468	dont Produits sur crédits de campagne	816 147 108
Charges sur prestations de service	274 498 803	Produits sur crédits ordinaires	13 206 802 864
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>10 696 576 087</b>	<b>Commissions</b>	<b>7 041 750 633</b>
Frais de personnel	5 339 880 379	Commissions diverses	6 662 576 037
Impôts et taxes	204 538 559	Commis° sur opérations de change	379 174 596
Autres charges externes	5 152 157 149	Commis° sur opérations de Travellers	0
		Produits sur opérations sur titres	24 632 951
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>1 089 795 278</b>	Produits divers d'exploitation	2 480 945 134
		<b>Produits généraux d'exploitation</b>	<b>0</b>
<b>Dépréciation créances dout.</b>	<b>5 202 148 308</b>	Subvention d'exploitation	
<b>Dot. aux provisions risques et charges</b>	<b>13 722 135</b>	<b>Reprise prov. Risques et Charges</b>	<b>8 598 162</b>
<b>Pénalités sur RO</b>	<b>380 342 150</b>	<b>Reprises dépréciations dout. Litig.</b>	<b>2 275 669 305</b>
<b>Pertes sur créances amorties</b>	<b>140 610 057</b>	<b>Reprises créances amorties</b>	<b>23 440 951</b>
<b>Résultat provisoire</b>	<b>3 363 916 039</b>	<b>Produits et profits exceptionnels</b>	<b>0</b>
<b>Impôt sur le bénéfice</b>	<b>1 124 646 388</b>		
<b>Résultat net</b>	<b>2 239 269 651</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>25 881 302 047</b>	<b>TOTAL</b>	<b>25 881 302 047</b>

**TABLEAU 2**
**DECOMPOSITION DU RESULTAT  
AU 31 Décembre 2018**

<b>Produits d'exploitation bancaire</b>	<b>23 573 593 629</b>
dont produits s/opérations de trésorerie	3 314 939
Produits sur opérations avec la clientèle	21 064 700 605
Produits sur opérations sur titres	24 632 951
Autres produits d'exploitation bancaire	2 480 945 134
<b>Charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-4 994 191 993</b>
<b>Produit net bancaire</b>	<b>18 579 401 636</b>
Produits généraux d'exploitation	0
Charges générales d'exploitation	-10 696 576 087
<b>Résultat avant amortissements et provisions</b>	<b>7 882 825 549</b>
Dotations aux amortissements	-1 089 795 278
<b>Résultat avant provisions</b>	<b>6 793 030 271</b>
Reprises sur provisions	2 307 708 418
Dotations aux provisions	-5 215 870 443
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>3 884 868 246</b>
Produits et profits exceptionnels	0
Charges et pertes exceptionnelles	-520 952 207
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>3 363 916 039</b>
Impôt sur le bénéfice	-1 124 646 388
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>2 239 269 651</b>

**TABLEAU 3**
**BILAN AU 31 DECEMBRE 2018**
**ACTIF**

ACTIF	ANNEXES	MONTANTS BRUTS	AMORT/PROV.	MONTANTS NETS
<b>Caisses et Banques</b>		<b>10 116 318 564</b>	<b>0</b>	<b>10 116 318 564</b>
Caisses billets et monnaies	A1	6 955 682 151		6 955 682 151
BCEAO Comptes courants	A1	508 755 197		508 755 197
Banques et Correspondants	A1	1 305 703 568		1 305 703 568
CCP	A1	2 647 642		2 647 642
Dépôts de Garantie	A1	1 343 530 006		1 343 530 006
<b>Opérations avec la clientèle</b>		<b>312 489 322 699</b>	<b>41 912 550 234</b>	<b>270 576 772 465</b>
Crédits de Campagne	A2	9 863 372 647		9 863 372 647
Crédits CT ordinaires	A2	91 919 231 002		91 919 231 002
Comptes ordinaires débiteurs	A2	62 426 400 735		62 426 400 735
Crédits MT	A2	39 237 086 921		39 237 086 921
Crédits LT	A2	66 081 558 413		66 081 558 413
douteuses et litigieuses	A3	42 961 672 981	41 912 550 234	1 049 122 747
<b>Opérations/titres/opérations diverses</b>		<b>11 203 034 501</b>	<b>3 815 325 979</b>	<b>7 387 708 522</b>
Titres de placement	A3	0		0
Débiteurs divers	A3	4 990 685 553	3 815 325 979	1 175 359 574
Comptes d'ordre et divers	A4	6 212 348 948		6 212 348 948
<b>Valeurs immobilisées</b>		<b>22 406 083 927</b>	<b>13 941 540 984</b>	<b>8 464 542 943</b>
Titres de Participation	A4	730 454 818	102 904 818	627 550 000
Dépôts et cautionnements	A4	294 972 694		294 972 694
Immobilisations Hors exploitation		839 812 404		839 812 404
Immobilisations d'exploitation	A5	20 294 479 011	13 838 636 166	6 455 842 845
<b>ACTIONNAIRES K NON VERSE</b>	<b>A5</b>	<b>246 365 000</b>		<b>246 365 000</b>
<b>TOTAL</b>		<b>356 214 759 691</b>	<b>59 669 417 197</b>	<b>296 545 342 494</b>

## TABLEAU 3 SUITE

## BILAN AU 31 DECEMBRE 2018

## PASSIF

PASSIF	ANNEXES	MONTANT
<b>Opérations de trésorerie</b>		<b>23 196 107 827</b>
Banques et correspondants bancaires	A6	1 013 107 396
Dépôts à Terme	A6	2 085 000 000
Emprunts	A6	20 098 000 431
<b>Opérations avec la clientèle</b>		<b>206 661 299 552</b>
Comptes ordinaires créditeurs	A6	112 150 002 895
Dépôts à terme	A6	51 530 510 223
Comptes d'épargne	A6	18 549 522 980
Dépôts de garantie	A6	11 142 114 865
Autres dépôts	A6	6 602 505 365
Emprunts à la clientèle	A6	4 993 086 797
Autres sommes dues à la clientèle	A6	1 693 556 427
<b>Opérations sur titres et opérations diverses</b>		<b>35 909 938 480</b>
Créditeurs divers	A7	5 642 241 910
Comptes d'ordres et divers	A7	30 267 696 570
<b>Provisions, fonds propres et assimilés</b>		<b>28 538 726 984</b>
Provisions pour risques et charges	A8	493 749 604
Prime d'émission	A8	2 473 913 500
Réserves	A8	10 571 063 880
Capital	A8	15 000 000 000
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>2 239 269 651</b>
<b>TOTAL</b>		<b>296 545 342 494</b>
<b>HORS BILAN</b>		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	A7	26 348 400 102
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	A8	14 520 847 372
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS	A9	11 697 344 896
OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A8	18 696 392 622



## TABLEAU 4 ETAT COMPARATIF DES BILAN 17/18 ACTIF

ACTIF	31/12/17 (1)	31/12/18 (2)	ECARTS (2-1)
<b>Caisses et Banques</b>	<b>9 971 300 189</b>	<b>10 116 318 564</b>	<b>145 018 375</b>
Caisses billets et monnaies	5 038 674 250	6 955 682 151	1 917 007 901
BCEAO Comptes courants	2 339 639 940	508 755 197	-1 830 884 743
Banques et Correspondants	1 498 489 686	1 305 703 568	-192 786 118
CCP	2 762 642	2 647 642	-115 000
Dépôts de Garantie	1 091 733 671	1 343 530 006	251 796 335
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>228 003 005 032</b>	<b>270 576 772 465</b>	<b>42 573 767 433</b>
Crédits de Campagne	5 075 238 303	9 863 372 647	4 788 134 344
Crédits CT ordinaires	74 378 387 714	91 919 231 002	17 540 843 288
Comptes ordinaires débiteurs	44 415 841 452	62 426 400 735	18 010 559 283
Crédits MT	36 013 583 725	39 237 086 921	3 223 503 196
Crédits LT	63 227 493 048	66 081 558 413	2 854 065 365
Créances Impayées, douteuses et litigieuses	4 892 460 790	1 049 122 747	-3 843 338 043
<b>Opérations s/titres et opérations diverses</b>	<b>9 148 789 711</b>	<b>7 387 708 522</b>	<b>-1 761 081 189</b>
Titres de placement	1 224 970 000	0	-1 224 970 000
Débiteurs divers	743 863 121	1 175 359 574	431 496 453
Comptes d'ordre et divers	7 179 956 590	6 212 348 948	-967 607 642
<b>Valeurs immobilisées</b>	<b>7 087 520 086</b>	<b>8 464 542 943</b>	<b>1 377 022 857</b>
Titres de Participation	281 000 000	627 550 000	346 550 000
Dépôts et cautionnements	269 090 560	294 972 694	25 882 134
Immobilisations hors exploitation	839 812 404	839 812 404	0
Immobilisations d'exploitation	5 697 617 122	6 455 842 845	758 225 723
<b>ACTIONNAIRES K NON VERSE</b>		<b>246 365 000</b>	<b>246 365 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>254 210 615 018</b>	<b>296 545 342 494</b>	<b>42 334 727 476</b>

### TABLEAU 4 (SUITE)

## ETAT COMPARATIF DES BILANS 17/18

### PASSIF

PASSIF	31/12/17 (1)	31/12/18 (2)	ECARTS (2-1)
<b>Opérations de trésorerie</b>	<b>24 238 763 071</b>	<b>23 196 107 827</b>	<b>-1 042 655 244</b>
Banques et correspondants	3 045 799 703	1 013 107 396	-2 032 692 307
Dépôts à terme	677 735 831	2 085 000 000	1 407 264 169
Emprunts	20 515 227 537	20 098 000 431	-417 227 106
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>172 103 959 033</b>	<b>206 661 299 552</b>	<b>34 557 340 519</b>
Comptes ordinaires créditeurs	88 604 008 801	112 150 002 895	23 545 994 094
Dépôts à terme	44 929 938 686	51 530 510 223	6 600 571 537
Comptes d'épargne	16 657 658 584	18 549 522 980	1 891 864 396
Dépôts de garantie	11 509 227 428	11 142 114 865	-367 112 563
Autres dépôts	3 006 835 506	6 602 505 365	3 595 669 859
Emprunts à la clientèle	5 202 468 406	4 993 086 797	-209 381 609
Autres sommes dues à la clientèle	2 193 821 622	1 693 556 427	-500 265 195
<b>Opérations s/titres et opérations diverses</b>	<b>35 560 996 564</b>	<b>35 909 938 480</b>	<b>348 941 916</b>
Créditeurs divers	5 090 586 072	5 642 241 910	551 655 838
Comptes d'ordre et divers	30 470 410 492	30 267 696 570	-202 713 922
<b>Provisions, Fonds propres et assimilés</b>	<b>20 123 542 377</b>	<b>28 538 726 984</b>	<b>8 415 184 607</b>
Provisions p/ risques et charges	589 632 471	493 749 604	-95 882 867
Prime d'émission	1 146 200 000	2 473 913 500	1 327 713 500
Réserves	8 387 709 906	10 571 063 880	2 183 353 974
Capital	10 000 000 000	15 000 000 000	5 000 000 000
Résultat de l'exercice	2 183 353 974	2 239 269 651	55 915 677
<b>TOTAL</b>	<b>254 210 615 019</b>	<b>296 545 342 494</b>	<b>42 334 727 475</b>

TABLEAU 5

## ETAT COMPARATIF DES BILANS 17/18

### PASSIF

PASSIF	31/12/17 (1)	31/12/18 (2)	ECARTS (2-1)
<b>Opérations de trésorerie</b>	<b>24 238 763 071</b>	<b>23 196 107 827</b>	<b>-1 042 655 244</b>
Banques et correspondants	3 045 799 703	1 013 107 396	-2 032 692 307
Dépôts à terme	677 735 831	2 085 000 000	1 407 264 169
Emprunts	20 515 227 537	20 098 000 431	-417 227 106
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>172 103 959 033</b>	<b>206 661 299 552</b>	<b>34 557 340 519</b>
Comptes ordinaires créditeurs	88 604 008 801	112 150 002 895	23 545 994 094
Dépôts à terme	44 929 938 686	51 530 510 223	6 600 571 537
Comptes d'épargne	16 657 658 584	18 549 522 980	1 891 864 396
Dépôts de garantie	11 509 227 428	11 142 114 865	-367 112 563
Autres dépôts	3 006 835 506	6 602 505 365	3 595 669 859
Emprunts à la clientèle	5 202 468 406	4 993 086 797	-209 381 609
Autres sommes dues à la clientèle	2 193 821 622	1 693 556 427	-500 265 195
<b>Opérations s/titres et opérations diverses</b>	<b>35 560 996 564</b>	<b>35 909 938 480</b>	<b>348 941 916</b>
Créditeurs divers	5 090 586 072	5 642 241 910	551 655 838
Comptes d'ordre et divers	30 470 410 492	30 267 696 570	-202 713 922
<b>Provisions, Fonds propres et assimilés</b>	<b>20 123 542 377</b>	<b>28 538 726 984</b>	<b>8 415 184 607</b>
Provisions p/ risques et charges	589 632 471	493 749 604	-95 882 867
Prime d'émission	1 146 200 000	2 473 913 500	1 327 713 500
Réserves	8 387 709 906	10 571 063 880	2 183 353 974
Capital	10 000 000 000	15 000 000 000	5 000 000 000
Résultat de l'exercice	2 183 353 974	2 239 269 651	55 915 677
<b>TOTAL</b>	<b>254 210 615 019</b>	<b>296 545 342 494</b>	<b>42 334 727 475</b>

## TABLEAU 6

### ETAT COMPARATIF DES RESULTATS 2017/2018

<b>CHARGES</b>	<b>31/12/17 (1)</b>	<b>31/12/18 (2)</b>	<b>ECARTS (2-1)</b>
<b>Charges d'exploitation bancaire</b>	<b>4 850 036 223</b>	<b>4 994 191 993</b>	<b>144 155 770</b>
<i>Charges s/opérations de trésorerie</i>	1 118 038 899	1 153 320 344	35 281 445
<i>Charges s/opérations avec la clientèle</i>	3 163 540 337	3 566 372 846	402 832 509
<i>Charges s/prestation de service</i>	568 456 987	274 498 803	-293 958 184
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>9 308 601 863</b>	<b>10 696 576 087</b>	<b>1 387 974 224</b>
<i>Frais de personnel</i>	4 939 394 505	5 339 880 379	400 485 874
<i>Impôts et taxes</i>	196 829 374	204 538 559	7 709 185
<i>Autres charges externes</i>	4 172 377 984	5 152 157 149	979 779 165
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>1 031 780 113</b>	<b>1 089 795 278</b>	<b>58 015 165</b>
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>9 136 275 580</b>	<b>5 215 870 443</b>	<b>-3 920 405 137</b>
<b>Charges et pertes exceptionnelles</b>	<b>680 496 583</b>	<b>520 952 207</b>	<b>-159 544 376</b>
<b>Impôt sur le bénéfice</b>	<b>1 054 729 237</b>	<b>1 124 646 388</b>	<b>69 917 151</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>2 183 353 974</b>	<b>2 239 269 651</b>	<b>55 915 677</b>
<b>TOTAL</b>	<b>28 245 273 573</b>	<b>25 881 302 047</b>	<b>-2 363 971 526</b>
<b>PRODUITS</b>			
<b>Produits d'exploitation bancaire</b>	<b>22 046 056 229</b>	<b>23 573 593 629</b>	<b>1 527 537 400</b>
Produits s/opérations de trésorerie	4 403 177	3 314 939	-1 088 238
Produits s/opérations avec la clientèle	19 752 500 453	21 064 700 605	1 312 200 152
produits s/crédit de campagne	307 938 763	816 147 108	508 208 345
produits s/crédits ordinaires	12 053 207 530	13 206 802 864	1 153 595 334
commissions	7 391 354 160	7 041 750 633	-349 603 527
commissions diverses	6 642 053 885	6 662 576 037	20 522 152
commissions s/opérations de change	749 300 275	379 174 596	-370 125 679
Produits s/opérations sur titres	99 288 472	24 632 951	-74 655 521
Produits divers d'exploitation bancaire	2 189 864 127	2 480 945 134	291 081 007
<b>Reprises de provisions dout. Litig</b>	<b>6 040 113 346</b>	<b>2 275 669 305</b>	<b>-3 764 444 041</b>
<b>Reprise prov créances purgées</b>	<b>1 349 050</b>	<b>23 440 951</b>	<b>22 091 901</b>
<b>Reprise prov Risques et Charges</b>	<b>0</b>	<b>8 598 162</b>	<b>8 598 162</b>
<b>Produits et profits exceptionnels</b>	<b>157 754 948</b>	<b>0</b>	<b>-157 754 948</b>
<b>TOTAL</b>	<b>28 245 273 573</b>	<b>25 881 302 047</b>	<b>-2 363 971 526</b>

## TABLEAU 7

## EVOLUTION DU RESULTAT 2017/2018

	<b>31/12/17 (1)</b>	<b>31/12/18 (2)</b>	<b>ECARTS (2-1)</b>
Produits d'exploitation bancaires	22 046 056 229	23 573 593 629	1 527 537 400
Charges d'exploitation bancaires	-4 850 036 223	-4 994 191 993	144 155 770
<b>Produit net bancaire</b>	<b>17 196 020 006</b>	<b>18 579 401 636</b>	<b>1 383 381 630</b>
Produits généraux d'exploitation	0	0	0
Charges générales d'exploitation	-9 308 601 863	-10 696 576 087	1 387 974 224
<b>Résultat avant amortissements &amp; provisions</b>	<b>7 887 418 143</b>	<b>7 882 825 549</b>	<b>-4 592 594</b>
Dotations aux amortissements	-1 031 780 113	-1 089 795 278	58 015 165
Reprises sur provisions et sur amort.	6 041 462 396	2 284 267 467	-3 757 194 929
Reprise prov créances purgées		23 440 951	23 440 951
Dotations aux provisions	-9 136 275 580	-5 215 870 443	-3 920 405 137
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>3 760 824 846</b>	<b>3 884 868 246</b>	<b>124 043 400</b>
Produits et profits exceptionnels	157 754 948	0	-157 754 948
Charges et pertes exceptionnelles	-680 496 583	-520 952 207	-159 544 376
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>3 238 083 211</b>	<b>3 363 916 039</b>	<b>125 832 828</b>
<b>Impôt sur le bénéfice</b>	<b>-1 054 729 237</b>	<b>-1 124 646 388</b>	<b>69 917 151</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>2 183 353 974</b>	<b>2 239 269 651</b>	<b>55 915 677</b>